



Création d'emplois pour la jeunesse africaine

Les chaînes de valeur agricoles
offrent-elles des solutions ?

Publié par la

giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Publié par la :
Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges sociaux
Bonn et Eschborn

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 4460-17 66

E info@giz.de
I www.giz.de

Projet sectoriel Commerce agricole, industrie agroalimentaire, financement agricole
<https://www.giz.de/en/worldwide/79509.html>

en collaboration avec le Projet mondial « Promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural »
<https://www.giz.de/en/worldwide/67975.html>

Auteur :

Cette note de synthèse est basée sur l'étude « Jeunesse africaine et systèmes agroalimentaires : solutions de création d'emplois et de transformation économique » (Africa's Youth and Agrifood Systems: Pathways for Job Creation and Economic Transformation), Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Bonn et Université du Michigan, East Lansing, novembre 2018, de Felix Kwame Yeboah et Thom. S. Jayne, université du Michigan.

Responsable :

Dr Heike Hoeffler, projet sectoriel de la GIZ Commerce agricole, industrie agroalimentaire, financement agricole ; agritrade@giz.de

Rédaction :

Tobias Reger, Vivian Schlegel

Traduction :

Service linguistique de la GIZ

Conception :

Agnes Weegen, Cologne

Photos :

Title © GIZ/AUDE.ROSSIGNOL, page 3, 10 © GIZ/Thomas Imo/photothek.net

Renvois et liens :

Les contenus de sites externes liés relèvent de la responsabilité des fournisseurs ou hébergeurs de ces sites. La GIZ se démarque expressément de tels contenus.

Sur mandat du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) Division 120 : Sécurité alimentaire et nutritionnelle, politique alimentaire mondiale, pêche.

La GIZ est responsable du contenu de cette publication.

Décembre 2020

À propos de la série de notes de synthèse :

Les notes de synthèse de cette série résument les résultats de documents de travail spécialisés qui ont été compilés par le Projet sectoriel Commerce agricole, industrie agroalimentaire, financement agricole pour le compte du BMZ.



RÉSUMÉ

Alimentée par la croissance démographique, l'urbanisation et la hausse des revenus, l'augmentation rapide de la demande alimentaire offre de nombreuses possibilités de création d'emplois dans le secteur agroalimentaire en Afrique subsaharienne (ASS), un secteur qui pourrait devenir un moteur de transformation économique.

Cette note de synthèse présente les principaux résultats d'une étude sur l'évolution de la dynamique de l'emploi dans les chaînes de valeur agricoles de l'ASS, réalisée par l'université du Michigan et appuyée par la GIZ. Elle résume les principaux points d'entrée permettant aux actions politiques et d'investissement de promouvoir des systèmes agroalimentaires inclusifs, compétitifs et productifs, capables de créer des emplois et de contribuer à la transformation et à la croissance économiques. Pour pouvoir tirer parti de toutes les opportunités d'emploi et de croissance du revenu offertes par les chaînes de valeur agricoles en ASS, des investissements devront être réalisés dans les cinq domaines clés suivants :

1. croissance de la productivité agricole à grande échelle ;
2. technologies de l'information et de la communication (TIC) et travaux de recherche et développement (R&D) associés ;
3. développement de l'enseignement et des compétences ;
4. conditions nécessaires à l'élaboration de politiques réactives sur la question de l'emploi des jeunes ; et
5. interventions destinées à réduire les taux de fertilité et à accélérer la transition démographique.

Faits essentiels sur la dynamique de la main-d'œuvre en ASS et sur l'évolution du rôle de la croissance de la productivité agricole dans le processus de transformation en ASS :

- La population de l'ASS est la plus jeune et son taux de croissance le plus rapide au monde. Cette population devrait doubler d'ici à 2050. Plus de 20 millions de jeunes entreront probablement sur le marché du travail chaque année (Losch 2016).
- La part de la population active dans l'agriculture décline, mais elle continue d'augmenter en chiffres absolus.
- La démographie, l'urbanisation et la hausse des revenus offrent de nombreuses possibilités de création d'emplois dans le secteur agroalimentaire (Allen et al., 2018).
- La productivité agricole est considérée comme ayant un impact crucial sur le taux de croissance de l'emploi dans les activités extérieures à l'exploitation agricole et dans l'économie rurale non agricole (Yeboah & Jayne 2018b).

CONTEXTE

Rôle de l'agriculture dans la création d'emplois en zones rurales

La population de l'ASS est la plus jeune et son taux de croissance le plus élevé au monde. Cette population devrait doubler d'ici à 2050. Pas moins de 440 millions de jeunes Africains se retrouveront donc en âge de travailler d'ici à 2030 (Pesche et al. 2016). Tout porte à croire que, même en vertu des projections les plus favorables, seuls 25 % des nouveaux venus sur le marché du travail auront la possibilité de travailler dans le secteur formel de l'économie. Cette tendance démographique sans précédent va accroître la pression à laquelle sont soumis les systèmes de production alimentaire en ASS, qui ont déjà du mal à garantir la sécurité alimentaire. À cela s'ajoutent l'urbanisation et la hausse des revenus, qui accentuent la demande d'aliments et de produits agricoles plus variés et de meilleure qualité, comme la viande, le lait et les produits horticoles. Mais, à cause de faibles niveaux de productivité, l'agriculture de l'ASS ne parvient pas à suivre le rythme et dépend de plus en plus des importations (figure 1). Le G20 a lui aussi pris conscience de ce problème (Groupe de la Banque mondiale et FIDA 2017).

L'agriculture reste le principal secteur d'emploi dans la plupart des pays de l'ASS et son développement joue un rôle crucial sur la croissance du taux d'emploi dans le secteur agricole, le secteur hors exploitation agricole et le secteur non agricole (Yeboah et Jayne 2018). Cette évolution ouvre la voie à de nouvelles opportunités d'emploi, particulièrement dans les segments correspondants des chaînes de valeur agroalimentaires, telles que la livraison de semences, d'engrais et de machines améliorés destinés à appuyer la production alimentaire locale. La gestion post-récolte, le marketing, la commercialisation et la transformation tirent également profit de la croissance agricole. Ces éléments montrent qu'en améliorant la productivité et les capacités des systèmes de production alimentaire de l'ASS pour répondre à la demande croissante, il est possible d'accélérer la

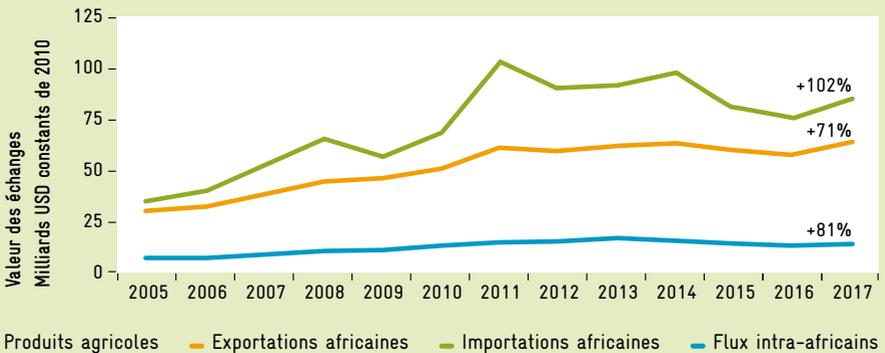


Figure 1 Valeur des exportations et des importations agricoles africaines (milliards d'USD, valeur nominale) 2005-2017

Source COMTRADE (2019) et Bouët et Odjo (2019)

création d'emplois et la croissance économique. Les décideurs politiques de l'ASS et leurs partenaires de développement sont conscients de ces difficultés et de ces opportunités. La question est toutefois de savoir quelle stratégie permettra d'exploiter l'emploi agricole et de concrétiser son potentiel en matière de revenus. La tâche est rendue difficile par le manque de données et de preuves empiriques sur la dynamique du marché de l'emploi dans la région. Il faudrait pouvoir disposer d'indicateurs sur l'emploi reflétant les conditions socio-économiques et culturelles du continent.

Les décideurs politiques ont également une difficulté supplémentaire à gérer, puisqu'ils doivent anticiper et réagir aux grandes « mégatendances » telles que la rareté croissante des terres, le déclin des successions comme moyen pour les jeunes Africains de se lancer dans l'agriculture, les problèmes liés à la dégradation des terres, la concurrence mondiale dans les chaînes de valeur agricoles et le changement climatique. Cette note de synthèse résume les principaux points d'amorce permettant aux actions politiques et d'investissement de promouvoir des systèmes agroalimentaires inclusifs, compétitifs et productifs, capables de créer des emplois et de contribuer à la transformation et à la croissance économiques.

ANALYSE

Solutions de création d'emplois et de transformation économique

Aucun secteur économique n'a, à lui seul, le potentiel de créer des emplois pour tous les (jeunes) Africains qui arrivent sur le marché du travail. Il est donc nécessaire de recourir à différentes méthodes de transformation structurelle. Les performances économiques de l'ASS ces dernières décennies ont ouvert des possibilités aux personnes ayant un bon niveau d'éducation et compétentes en faisant évoluer l'emploi, qui ne se limite plus à l'agriculture mais concerne également des secteurs non agricoles productifs et rémunérateurs. Sans compter que l'évolution constante de la demande de produits alimentaires et agricoles a donné naissance à de nouvelles incitations à l'investissement dans l'agriculture, transformant une partie de la main-d'œuvre en agriculteurs à succès. C'est notamment le cas d'une catégorie de personnes à la fibre entrepreneuriale qui ont accès à des ressources productives (terres, financement, technologies, marchés, etc.). Une grande partie de la main-d'œuvre reste toutefois consignée dans des emplois précaires. La transformation économique et la prospérité à long terme de l'ASS dépendront donc de la manière dont les politiques appuieront la transition permettant à la main-d'œuvre précaire de trouver des emplois productifs et bien payés, que ce soit dans l'agriculture ou en dehors. Cette évolution s'appuie sur trois courants principaux (comme le montre la figure 2).

Définitions

Agriculture activités liées à la production végétale et animale

Hors exploitation agricole activités d'ajout de valeur au sein des chaînes de valeur agricoles situées avant et après l'exploitation agricole, par exemple, le commerce d'assemblage, le commerce de gros, le stockage, la transformation, la vente au détail, la préparation d'aliments prêts à consommer, la répartition des intrants entre les agriculteurs, les opérateurs d'équipements d'irrigation, etc., qui peuvent être réalisées par des indépendants ou par les salariés d'autres secteurs

Non-agricole activités extérieures au système agroalimentaire, telles que la construction, la finance, les services

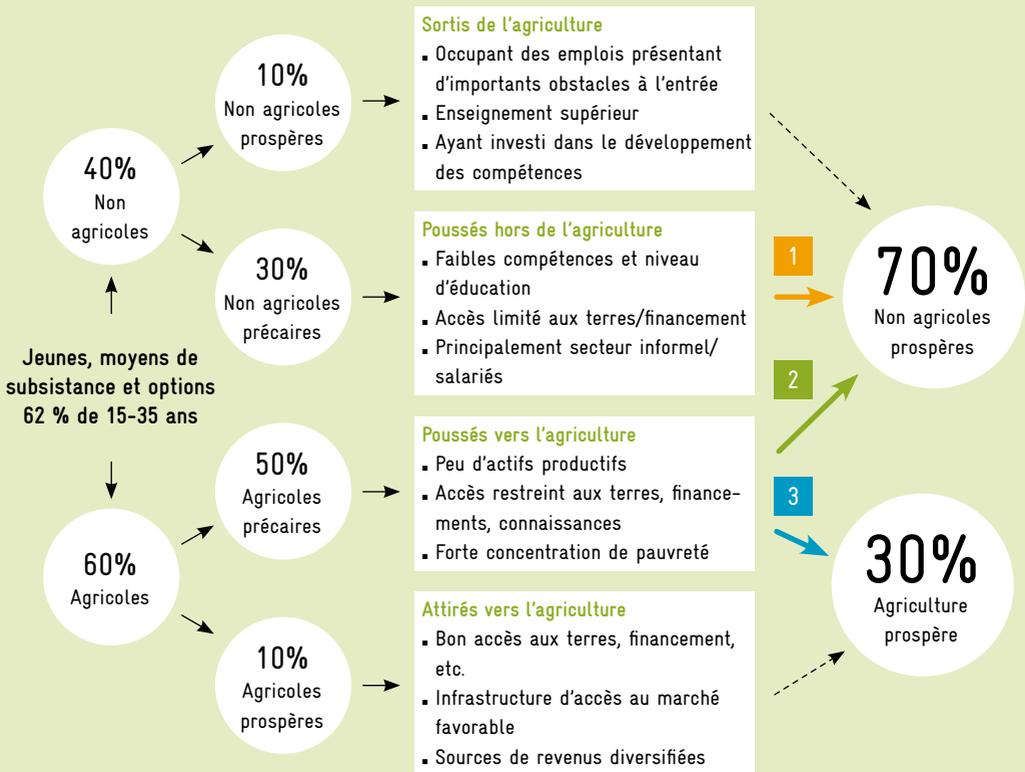


Figure 2 Méthodes de transformation structurelle pour l'Afrique subsaharienne
Source Yeboah et Jayne (2018)

1

Améliorer la capacité des travailleurs non agricoles précaires à surmonter les obstacles d'entrée et à rejoindre les rangs des travailleurs non agricoles prospères.

2

Créer des opportunités pour faire évoluer la main-d'œuvre agricole vers des entreprises non agricoles productives et rentables grâce à un ensemble de politiques favorisant les emplois non agricoles et le développement des compétences.

3

Faciliter la transition de ceux qui resteront dans l'agriculture vers des chaînes de valeur agricoles productives, compétitives et rentables offrant de meilleurs revenus à la main-d'œuvre.

Les petites et moyennes entreprises des chaînes de valeur jouent un rôle clé pour accélérer ce processus et forment ce que l'on appelle la « révolution tranquille » dans le « niveau intermédiaire caché ». La vente de gros, la logistique et la transformation créent actuellement des marchés pour les agriculteurs de l'ASS et continueront à jouer un rôle clé dans les décennies à venir. Les gouvernements et les donateurs doivent donc également stimuler l'investissement privé dans ce « niveau intermédiaire caché » des chaînes d'approvisionnement (AGRA 2019).

Des preuves provenant de neuf ensembles de données transnationaux¹ montrent la nécessité de réaliser des investissements stratégiques dans cinq domaines clés pour parvenir à exploiter pleinement les opportunités d'emploi et de hausse des revenus dans les chaînes de valeur agricoles de l'ASS :

1. Promouvoir la croissance à grande échelle de la productivité agricole

L'expérience des nations industrialisées et les indices provenant des pays à faible revenu suggèrent que la croissance de la productivité agricole reste essentielle pour améliorer les revenus et stimuler la création d'emplois hors de l'exploitation agricole. Sachant que, dans la plupart des pays de l'ASS, la majeure partie de la main-d'œuvre travaille dans l'agriculture, les performances de ce secteur continuent à jouer un rôle décisif pour améliorer les opportunités d'emploi, le développement rural et l'élimination de la pauvreté. L'investissement public en faveur de la hausse de la productivité agricole reste donc une composante essentielle de toute stratégie efficace d'emploi des jeunes. Ces stratégies doivent être conçues de manière à permettre aux petits exploitants (jeunes) de participer et de contribuer à la transition économique de manière à garantir une croissance agricole inclusive à grande échelle assortie d'effets multiplicateurs majeurs sur le reste de l'économie. Les investissements qui ont le plus d'impact sur la hausse de la productivité agricole sont les suivants :

- Politiques réduisant les coûts d'investissement pour le secteur privé et favorisant la concurrence, et systèmes de vulgarisation et de prestation de services agricoles facilitant l'accès des agriculteurs à des technologies d'amélioration de la productivité ;
- Recherche et développement agricoles facilitant l'accès à des technologies innovantes et abordables ;
- Infrastructures physiques (électrification rurale, réseau routier, voies de chemin de fer et infrastructures portuaires).

Les actions publiques appuyant l'inclusion des petits exploitants dans les processus de développement agricole peuvent varier selon les pays mais doivent, au minimum, porter sur les domaines suivants :

- Risques et vulnérabilités grâce à des systèmes agricoles améliorés et respectueux de l'environnement, droits fonciers garantis et assurance agricole ;
- Amélioration de leur capacité à élargir leur production et à tirer parti d'économies d'échelle ; et
- Renforcement de leur accès au marché et de leur pouvoir de négociation par l'intermédiaire d'organisations d'agriculteurs.

¹ <http://surveys.worldbank.org/lsms/programs/integrated-surveys-agriculture-ISA>

2. Investissement dans les TIC et dans des travaux de R&D agricoles complémentaires

En améliorant l'accès à l'information et aux connaissances, il est possible d'accroître de manière significative la productivité de la main-d'œuvre sur l'ensemble de la chaîne de valeur agricole. Les TIC jouent un rôle essentiel à ce niveau. Mais la contribution des TIC à la diffusion de l'information dépend de la qualité du contenu. Un des piliers de la capacité des TIC à améliorer la productivité agricole réside donc (entre autres aspects, dont l'accessibilité) dans l'information qui est transmise. Il est également particulièrement important d'apporter aux groupes cibles des informations précises sur les conclusions des travaux de recherche, les opportunités de marché et le développement commercial et de leur permettre de les utiliser de manière appropriée. Alors que les TIC permettent maintenant aux régions isolées de surmonter les obstacles auxquels elles sont confrontées, leur impact est érodé par le manque de financement chronique dont souffre la R&D agricole adaptative, qui est pourtant la mieux placée pour améliorer la productivité agricole et la sécurité alimentaire par dollar investi. Les agriculteurs asiatiques bénéficient du fait que leurs gouvernements dépensent en moyenne huit fois plus chaque année en R&D agricole que les gouvernements africains (voir les données en ligne d'ASTI).

3. Investissement dans le développement de l'enseignement et des compétences

Environ deux tiers des jeunes africains qui arrivent sur le marché du travail n'ont pas fréquenté l'école secondaire. Près de 20 % des jeunes (15-24 ans) et 30 % des jeunes adultes (25-34 ans) n'ont reçu aucune éducation formelle (Filmer and Fox 2014). Les jeunes filles, les minorités ethniques et les ruraux sont les plus touchés. La qualité de l'éducation est un autre problème. Les évaluations de l'apprentissage indiquent que les systèmes éducatifs de l'ASS n'équipent pas correctement les étudiants en compétences cognitives (lecture, écriture, calcul), techniques et comportementales (réflexion critique, communication, leadership et résolution de problèmes). Ces compétences sont pourtant nécessaires pour trouver un emploi productif dans l'économie moderne. En ASS, moins d'un tiers des jeunes qui terminent l'école primaire disposent de compétences de base en lecture, écriture et calcul (Bold et al., 2017). L'éducation et la formation nécessaires pour que les jeunes disposent de compétences fondamentales, entrepreneuriales et spécialisées leur permettant de trouver un emploi productif requièrent une approche fondée sur le cycle de vie, qui nécessite un investissement à long terme sur plusieurs fronts, notamment :

- Programmes de nutrition à destination de la petite enfance, particulièrement pendant les mille premiers jours de la vie, pour éviter les retards de croissance et leur impact négatif sur les capacités d'apprentissage ;
- Investissement public pour élargir les opportunités d'éducation et de développement des compétences et améliorer leur qualité à tous les niveaux ; et
- Promotion d'une participation publique et privée accrue à la conception de cursus permettant de lutter contre l'inadéquation des compétences.

Outre l'investissement à long terme, l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) offrent des gains à court et moyen terme en matière d'emploi. L'EFTP

ouvre l'accès à des compétences agricoles et agroalimentaires de qualité, qui aident les jeunes à bénéficier de meilleurs salaires. Les possibilités de travailler à son compte augmentent également.

Toutes les initiatives visant à améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de l'éducation doivent également mettre l'accent sur les obstacles auxquels les filles et les jeunes femmes sont confrontées. Sans intervention soigneusement ciblée, les filles et les jeunes femmes continueront à prendre du retard par rapport à leurs congénères masculins.

4. Créer les conditions nécessaires à l'élaboration de politiques réactives sur la question de l'emploi des jeunes

Les jeunes sont confrontés au fait qu'en ASS, les processus transformationnels évoluent rapidement et diffèrent selon les pays. Ce problème a un impact sur l'emploi, car les compétences requises dans l'agriculture et dans les secteurs non agricoles risquent d'évoluer de manière dynamique.

Pour donner de bons résultats, la programmation liée à l'emploi doit donc répondre de manière adéquate à l'évolution des besoins des jeunes. Elle requiert des investissements dans des domaines tels que les tendances du marché de l'emploi, les conditions de travail et les exemples de stratégies éprouvées répondant aux vulnérabilités de la main-d'œuvre et des chaînes de valeur agricoles. Ce travail fait malheureusement largement défaut dans la plupart des pays de l'ASS, ce qui nuit à l'efficacité des interventions portant sur l'emploi des jeunes. Il est donc essentiel de renforcer les moyens de recherche locaux afin d'améliorer la collecte de données, la diffusion d'informations et les discussions publiques avec les représentants des jeunes.

Les institutions qui s'occupent de l'emploi des jeunes doivent travailler pour les jeunes mais aussi avec les jeunes. Ceux-ci connaissent parfaitement les défis auxquels ils sont confrontés et doivent être équipés des ressources, des compétences et des opportunités nécessaires pour participer au dialogue politique qui façonnera leur avenir.

5. Investissements pour accélérer la transition démographique

Les taux de fertilité toujours élevés qui prévalent dans tous les pays de l'ASS réduisent l'épargne privée et publique et limitent la souplesse budgétaire qui permet d'investir dans le capital humain (éducation, compétences sociales et comportementales) et donc de garantir des emplois productifs. Le nombre de jeunes qui entrent sur un marché du travail déjà saturé est toujours plus important. Les filles et les jeunes femmes freinent leur propre développement éducatif et économique en raison de grossesses trop précoces et trop rapprochées – un piège de la pauvreté. Les politiques d'appui à la transition démographique de l'ASS doivent donc faire partie intégrante des stratégies d'emploi, particulièrement dans l'agriculture et dans le reste de l'économie. Voici quelques interventions qui fonctionnent bien pour réduire les taux de fertilité :

- Promotion de l'éducation des filles ;
- Lutte contre le mariage précoce ;
- Autonomisation des femmes ;
- Mise à disposition d'informations sur la santé reproductive et de moyens de contraception.



Évaluation

Les économies en croissance de l'ASS ont du mal à générer des quantités d'emplois suffisantes pour leurs populations en plein essor. Au-delà de la quantité, la transition économique de l'ASS doit également cibler la dimension qualitative des emplois. La réduction de la pauvreté et la transformation économique à long terme dépendent de la rentabilité et des revenus générés pour la main-d'œuvre associée aux emplois qui seront créés. Pour offrir aux travailleurs un pouvoir d'achat suffisant pour stimuler la demande de biens et services extérieurs à l'exploitation agricole et donc élargir les opportunités d'emploi dans l'économie en général, il est indispensable d'offrir des revenus et des salaires plus élevés, au moins supérieurs aux seuils de pauvreté (dans l'idéal, un « revenu minimum »). Si la majorité des emplois créés sont peu rémunérateurs et peu productifs, les effets multiplicateurs qui en résulteront seront affaiblis et la transformation économique stagnera.

Conclusion

Le développement du secteur agroalimentaire est une composante importante de la transformation économique et de la création d'emplois pour les jeunes de l'Afrique subsaharienne. Les futures chaînes agroalimentaires doivent mettre en place des solutions pour passer de l'agriculture précaire à l'agriculture prospère. Pour saisir pleinement toutes les opportunités de croissance de l'emploi et des revenus qu'offrent les chaînes agroalimentaires, des actions politiques et d'investissement doivent être menées dans cinq domaines : croissance de la

productivité agricole à grande échelle, TIC et actions de R&D associées, développement de l'enseignement et des compétences, élaboration de politiques sur la question de l'emploi des jeunes et réduction des taux de fertilité. Le secteur agricole ne sera toutefois pas en mesure d'absorber, à lui seul, la majorité des jeunes ruraux. L'investissement dans les cinq domaines susmentionnés devrait toutefois élargir la capacité d'absorption de main-d'œuvre des chaînes agroalimentaires, ainsi que l'économie non agricole rurale.

Références

- AGRA. (2019).** Africa Agriculture Status Report: The Hidden Middle: A Quiet Revolution in the Private Sector Driving Agricultural Transformation (Issue 7). Nairobi, Kenya: Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA). [Link]
- Allen, T., P. Heinrigs and I. Heo (2018).** “Agriculture, food and jobs in West Africa”, West African Papers, N°14, OECD Publishing, Paris. [Link]
- Bold, T.; Filmer, D.; Martin, G.; Molina, E.; Stacy, B.; Rockmore, C.; Svensson, J.; and Wane, J.; (2017).** Enrollment without Learning: Teacher Effort, Knowledge, and Skill in Primary Schools in Africa, *Journal of economics Perspectives*, 31(4): 185-204
- Bouët, A. and Odjo, S. (Eds.) (2019).** Africa agriculture trade monitor 2019. Washington, DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- Brigety II, R. E.; Pittman, B. J.; Yeboah, K. (2018).** Youth for Growth: Transforming Economies through Agriculture. Chicago: The Chicago Council on Global Affairs. [Link]
- COMTRADE (2019).** [Link]
- Filmer, D. and Fox, L. (2014).** Youth Employment in Sub-Saharan Africa. Africa Development Series. Washington, DC: World Bank. doi:10.1596/978-1-4648-0107. [Link]
- Fox, L.; Mader, P.; Sumberg, J.; Flynn, J.; and Oosterom, M. (2020).** Africa’s youth employment crisis is actually a ‘missing jobs’ crisis. *Global Economy and Development at Brookings*. [Link]
- IFAD (2019).** Creating opportunities for rural youth. 2019 Rural Development Report. Rom: Internationaler Fonds für landwirtschaftliche Entwicklung IFAD) [Link]
- Losch, B. (2016).** Structural transformation to boost youth labor demand in sub-Saharan Africa: The role of agriculture, rural areas and territorial development.” *Employment Working Paper No. 204*. ILO, Employment Policy Department. [Link]
- Mueller, V. and Thurlow, J. (2019).** Youth and Jobs in Rural Africa. Beyond Stylized Facts. Washington, D.C.: International Food Policy Research Institute (IFPRI) [Link]
- Mussa, E. C. (2020).** Youth Aspirations, Perceptions of Farming, and Migration Decisions in Rural Sub-Saharan Africa: Further Empirical Evidence From Ethiopia. ZEF-Discussion Papers on Development Policy No. 296, May 2020 [Link]
- OECD (2018).** The Future of Rural Youth in Developing Countries: Tapping the Potential of Local Value Chains, Development Centre Studies, OECD Publishing, Paris. [Link]
- Pesche, D.; Losch B.; Imbernon J. (2016).** A new emerging rural world: An overview of rural change in Africa. Atlas for the NEPAD Rural Futures Programme, 2nd edition, Montpellier. [Link]
- World Bank Group and IFAD (2017).** G20 Initiative for Rural Youth Employment. [Link]
- Yeboah, K. and Jayne, T. S. (2018a).** Africa’s Evolving Employment Trends, *Journal of Development Studies*, 54(5), 803-832.
- Yeboah, K. and Jayne, T. S. (2018b).** Africa’s Youth and Agrifood Systems: Pathways for Job Creation and Economic Transformation; Study for GIZ Sector Project Agricultural Trade on behalf of BMZ

Mandaté par



Ministère fédéral de la
Coopération économique
et du Développement

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges sociaux
Bonn et Eschborn

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de